*PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !*

# VOIX OUVRIERE

**ORGANE DE LUTTE OUVRIÈRE, POUR UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE DES SYNDICATS ET POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN**

25 MARS 1963 — Nº 9 — BIMENSUEL — 50 centimes

## LA GRÈVE GÉNÉRALE A L'ORDRE DU JOUR

VOUS vous imaginez peut-être que Benoît Frachon appuie sur un bouton pour que se déclenche la grève générale », voilà ce que disent certains dirigeants de la C.G.T. Non, Messieurs, nous ne croyons pas cela.

Mais, aujourd'hui, la grève générale, elle se fait. Quand les mineurs sont en grève, quand l'E.D.F., le Gaz, les Cheminots, les Postiers, la Métallurgie et de nombreuses industries et entreprises luttent ensemble, la grève générale est presque réalisée.

Mais il manque quelque chose. C'est ce quelque chose que les dirigeants des Centrales syndicales devraient apporter. C'est l'unification des luttes autour d'un programme revendicatif commun.

Un programme unique autour duquel tous les travailleurs pourraient se rallier. Les mineurs réclament-ils une augmentation de leurs salaires qu'aussitôt les syndicats comme s'ils étaient honteux des prétentions de leurs mandants essaient de justifier leurs revendications en les chiffrant **par rapport** à d'autres corporations. Comment, dans ces conditions, ceux qui sont pris comme points de comparaison, peuvent-ils entrer en lutte aux côtés des mineurs ?

Au lieu d'unifier nos luttes et de les coordonner, on demande aux uns de faire ce qu'ils peuvent, et aux autres de voir s'ils peuvent faire quelque chose. « Et surtout, surtout camarades, restez calmes et disciplinés ! ». Après cela, on accuse les travailleurs de ne pas bouger et de ne même plus vouloir faire la petite gré-grève d'une heure qui alimentera la colonne des communiqués dans la presse syndicale.

Ce que les travailleurs attendent des syndicats ce n'est pas LE DECLENCHEMENT de la grève générale à n'importe quel moment.

Ce qu'ils demandent c'est, lorsqu'il n'y a pas moyen de faire aboutir autrement leurs revendications, lorsque l'ensemble des travailleurs montre qu'ils sont prêts à entrer en lutte, c'est que les Centrales syndicales pèsent de tout leur poids pour ORGANISER la grève générale. S'ils ne savent pas appuyer sur un bouton pour déclencher la grève générale, les dirigeants confédéraux savent tirer sur le frein pour l'empêcher de démarrer, ils savent répandre les consignes de découragement et savent faire reprendre le travail comme ils viennent de le faire avec les mineurs de Lorraine.

Les mineurs sont dans leur quatrième semaine de grève et l'on discute encore si c'est avec 7, 8 ou 9 % qu'ils vont reprendre le travail. Ils n'ont pas entamé cette grève pour des miettes ou des aumônes. Ils veulent un changement de leurs conditions de vie. Or, les Centrales syndicales les laissent se battre tout seuls. Si en quatre semaines de grève elles n'ont pas pu coordonner les différentes luttes des différentes corporations pour une grève générale autour de revendications qui en valent la peine et en particulier les 40 heures, elles ne le feront jamais.

Le gouvernement va être obligé d'accorder une augmentation aux mineurs, de même qu'aux autres travailleurs du secteur public.; Mais cette augmentation il nous la fera payer au centuple par l'inflation et la hausse des prix. Les syndicats ne nous le disent pas parce qu'ils ne veulent pas que la grève s'étende.

Aujourd'hui non seulement la grève générale est possible et est presque réalisée, mais elle est aussi nécessaire pour que nous ne voyions pas dans l'année qui vient notre niveau de vie amputé. Jamais nous ne retrouverons des conditions aussi favorables pour exiger une amélioration de notre niveau de vie.

En 36, ce ne sont pas les syndicats qui ont donné l'ordre de grève générale, ce sont les travailleurs qui, d'eux-mêmes s'y sont mis un peu partout. C'est possible aujourd'hui. Oui, aujourd'hui,, nous pouvons quelle que soit notre entreprise entrer en lutte. Et nous le devons, et parce que c'est la meilleure aide à apporter aux mineurs, et parce que c'est la seule façon pour que les patrons et le gouvernement ne nous fassent payer à nous ce qu'ils devront donner aux mineurs.

Nous devons inscrire en tête de nos revendications : les 40 heures sans diminution de salaire.

Une augmentation de 200 F. par mois ou de 1 F de l'heure et, surtout, contre l'inflation, une véritable échelle mobile des salaires réels (pas du S.M.I.G.)

Le gouvernement et les patrons ne craignent rien de plus que l'extension de la grève. Cette faiblesse c'est notre force. C'est en quoi les Centrales syndicales ne font pas leur devoir. Mais, travailleurs, nous n'avons pas besoin d'elles pour savoir ce que nous voulons. Il y a un mois, la Fédération C.G.T. du sous-sol a dû, devant la détermination des mineurs, renoncer à son mot d'ordre de grève de deux jours, pour se rallier à celui de la grève illimitée.

Aujourd'hui, avec ou sans les Centrales syndicales, la grève générale est à l'ordre du jour.

**V. O.**

## *EN AVOIR OU PAS*

*Lorsque les mineurs de Lorraine sont venus à Paris, après avoir été « très longuement » accueillis par la municipalité stalinienne de Pantin, ils se rendirent aux Invalides. Là, de nombreux travailleurs et étudiants les attendaient. Avant leur arrivée, de nombreux groupes se formaient et discutaient. A plusieurs reprises on a vu des militants syndicaux s'attaquer aux jeunes : « Oui, vous, les étudiants, vous n'avez que la grève générale à la bouche, mais ce n'est pas si facile. Allez-y, en usine, et vous verrez, etc, etc... »*

*Les étudiants ont été à peu près les seuls à se bagarrer réellement lors du conflit algérien. Quand la grève des mineurs a éclaté, ils sont descendus dans la rue, dès la première semaine, se sont heurtés à la police.*

*Les « représentants » des syndicats jugent que les ouvriers, leurs mandants, ne sont pas mûrs, et les étudiants qui se bagarrent sont des gamins qui ne savent pas ce qu'ils font. Messieurs les représentants de la classe ouvrière, un petit mot ! Les étudiants en ont dix fois plus que vous dans le ventre, et en cela ils sont beaucoup plus proches des ouvriers, qui sont beaucoup moins poltrons que vous voulez bien le dire pour masquer votre propre couardise ou votre stupidité sans borne.*

*Une seule critique, aussi bien aux étudiants qu'aux ouvriers, c'est qu'ils ont un trop grand respect pour vos galons. Le jour où ils seront capables de vous envoyer balader, pour agir ensemble et par eux mêmes, c'en sera fait de votre autorité, mais aussi du régime capitaliste auquel votre sclérose rend tellement service.*

## LA FORCE PRIME LE DROIT

A Jondreville les mineurs de fer ont repris le travail mercredi matin. Mais 14 conducteurs ayant débrayé pour appuyer des revendications « particulières » à leur profession, la direction a réagi en arrêtant l'abattage et en décidant le lock-out jeudi et vendredi pour les premières équipes de ces deux journées. (Le Monde, 22 mars 1963).

Tant que les mineurs combattaient au coude à coude le patronat ne pouvait rien contre eux. Mais du fait de l'arrêt de la grève le rapport de forces s'est modifié et ces 14 conducteurs allant seuls à la lutte n'étaient plus que 14 ouvriers isolés, proies faciles pour la répression patronale. Ceci est valable pour nous. Unis dans la lutte pour des revendications générales (40 heures, âge de la retraite) nous pourrions non seulement les arracher facilement mais de plus obtenir satisfaction sur toutes les revendications particulières possibles.

Aujourd'hui, LA GREVE CATEGORIELLE, C'EST L'ECHEC.

## LEÇON D'HIER

*On se souvient de la courageuse grève de Decazeville, l'année dernière. On se souvient comment elle fut isolée, localisée volontairement, et même pendant la grève du peu de soutien matériel.*

*On se souvient aussi, après que la grève eut pourri et cessé, des phrases ronflantes des dirigeants syndicaux disant aux ouvriers : « la lutte continue sous d'autres formes »... et on a vu ce qu'il en*

## *Inflation capitaliste*

Prospère et stable il y a quelques mois, l'économie française se lançait avec confiance dans la concurrence avec les autres bourgeoisies du Marché commun, Brusquement, à l'heure où les salariés redressent la tête et combattent pour un réajustement de leurs salaires, le gouvernement s'aperçoit que l'inflation menace le pays. Et les économistes bourgeois de ressortir immédiatement les vieilles théories du « cycle infernal salaires-prix » trouvant ainsi des arguties idéologiques à la répression gouvernementale. En reproduisant le budget de l'Etat pour l'année 63 le Monde du 11-3-63 nous donne quelques éclaircissements : en 5 ans, les prix ont augmenté de 20 % alors que l'ensemble des dépenses gouvernementales augmentaient de 60 %. Parmi les augmentations les plus spectaculaires de l'Etat, les crédits pour la police progressent de 85 % pour le personnel (accroissement des effectifs) et de 40 % pour les dépenses militaires. Le budget de guerre malgré la fin de la guerre d'Algérie est enflé lui aussi, constituant de loin la fraction la plus importante du budget de l'Etat. Ainsi, même si les salaires avaient suivi les prix, ce qui n'est pas le cas puisque nous devons lutter pour le maintien de notre pouvoir d'achat, cela n'expliquerait pas l'inflation. En fait, l'Etat fait tourner de plus en plus vite la planche à billets pour soutenir l'économie capitaliste pourissante. Des centaines de milliards partent en fumée au Sahara et à tout cet argent mis en circulation ne correspond aucun produit sur le marché. On s'efforce ensuite de faire retomber la gestion bancale de l'économie sur les classes laborieuses. Stabilisation des salaires des travailleurs, suppression des crédits aux petits commerçants. Si nous travailleurs ne pouvons supprimer l'inflation au moins devons-nous combattre pour améliorer notre sort. Et si cela se révèle incompatible avec la « bonne marche » de l'économie, comme on voudrait nous le faire croire, c'est que l'heure est venue de prendre entre nos mains cette économie, de l'arracher aux capitalistes.

## LA LIGNE GÉNÉRALE

Après la marche des mineurs lorrains sur Paris, on a pu voir dans tous les journaux des photos de cette manifestation, et en particulier la photo d'une banderole (portée par des ouvriers d'un dépôt de la RATP), disant : « La grève générale, c'est l'aide aux mineurs ». Alors que beaucoup de journaux ont publié cette photo, « l'Humanité » ne l'a pas fait.

Qui plus est, les « responsables » syndicaux ont essayé d'arracher la banderole à ceux qui la portaient.

## *Solidarité totale*

Tout le monde ouvrier est d'accord pour dire que la grève des mineurs est la nôtre. Rien n'est plus vrai, tant du point de vue de la défense de nos droits politiques (droit de grève) que de celui de nos revendications, dont en premier, l'augmentation générale des salaires.

Tout le monde est d'accord pour soutenir financièrement la grève ; tout le monde doit être d'accord pour la soutenir de la manière la plus efficace qui soit : en y participant, en se battant aux côtés des mineurs.

Qui oserait soutenir sérieusement, puisque cette grève est celle de tous, que nous devons nous contenter de suivre le match de la touche, en spectateurs ? Car le soutien financier n'est en effet qu'un facteur, aussi nécessaire soit-il de la solidarité, et il ne suffit pas. L'entrée en lutte à leurs côtés dans la grève est l'autre facteur, de loin le plus important. La somme de ces deux facteurs détermine à coup sûr l'issue victorieuse de la lutte. Notre sort est entre nos mains.

## LA POLITIQUE ET LE BEEFSTEACK

Les bons apôtres qui, dans le mouvement ouvrier s'élèvent contre la « politisation » des grèves et veulent nous limiter à son contraire : l'apolitisme, sont comme ceux qui regrettent que la terre tourne autour du soleil. Mais, ce faisant, ils sont consciemment ou non, les agents de la bourgeoisie.

LA LUTTE POUR LE BEEFSTEAK EST UNE LUTTE POLITIQUE, quand, à l'ensemble de la classe ouvrière, la bourgeoisie veut faire manger des patates.

## ERRATUM

Une erreur s'est malencontreusement glissée dans l'éditorial de notre dernier numéro : c'est bien sûr le retour aux quarante heures qu'il fallait lire et non aux 48 heures.

Nos lecteurs, nous l'espérons, rectifierons d'eux mêmes dans les

## Exemples de solidarité prolétarienne

*Dans le port de Bordeaux, les dockers ont refusé de décharger les bateaux de charbon en signe de solidarité avec les mineurs, pour la défense du droit de grève et pour leurs revendications... Même chose pour les dockers du Tréport, de Nantes, de Nice, du Havre, de Bayonne et les marins d'un remorqueur de Saint-Nazaire. Même chose pour les dockers de Pologne, d'URSS, d'Allemagne, de Belgique. Dans le Maine et Loire, les ardoisiers et mineurs de fer ont fait une grève de 24 heures par solidarité avec leurs camarades mineurs.*

## *Journées des femmes*

**Vendredi 22 et samedi 23 mars, se tenait la première conférence départementale pour la défense des revendications et l'organisation des travailleuses.**

**Il est vrai que ces femmes qui sont doublement opprimées en tant que femmes et en tant que travailleuses, ont des problèmes particuliers :**

**— Création de crèches ;**

**— possibilité de soigner leurs enfants sans perte de salaire ;**

**ainsi que des problèmes généraux:**

**— droit au contrôle des naissances ;**

**— droit à l'avortement ;**

**— pleine égalité avec les hommes.**

**Mais est-ce que les syndicats se penchent réellement sur ces problèmes.**

**Ces problèmes ne se posent pas seulement deux fois par an, mais tous les jours, si ce n'est même plusieurs fois par jour, et ce ne sont pas les pétitions et délégations que nous faisons pendant la Journée Internationale des Femmes et pendant les Journées pour la défense des revendications des travailleuses qui apporteront une solution à tous les problèmes**

# RÉGIE RENAULT (Billancourt)

## NE COMPTER QUE SUR NOUS MEMES

Le 1er mars, après avoir fait de nombreuses grèves du « rendement », les mineurs du Nord et de l'Est ont abandonné ce genre d'action qui ne rapporte rien pour se lancer sérieusement dans la bagarre. Contre la volonté des Centrales syndicales, ils ont déclanché une grève illimitée pour faire aboutir leurs revendications : les 40 heures, l'augmentation des salaires, la garantie de l'emploi, revendications qui sont aussi les nôtres.

Pendant leur première semaine de grève, les trois syndicats nous ont demandé de faire 1/4 d'heure de grève pour soutenir les mineurs. Nous avons répondu présent dans une large mesure et nous attendions alors d'autres mots d'ordre, mais c'est seulement 8 jours après que l'on nous demandait de quitter le travail une heure avant la fin de la journée et de plus le lendemain de la venue à Paris de 2.000 mineurs lorrains qui avaient annoncé leur arrivée depuis près d'une semaine.

Le 2e jour de la reprise de travail dans les mines de fer, on nous a demandé de débrayer 2 heures le lendemain pour participer massivement aux manifestations et meetings. Ce mot d'ordre qui arrivait avec 15 jours de retard était annulé le lendemain car il risquait de ne pas être suivi.

Pendant ces 3 semaines de grève, les Centrales syndicales ont fait preuve d'une excellente organisation à disperser les mouvements. Un jour pour les trains, un autre pour la métallurgie, un troisième pour le gaz et l'électricité etc...

Durant cette période, pas un seul tract ne nous a expliqué que les revendications des mineurs étaient aussi les nôtres et que le meilleur moyen de les obtenir était de se joindre à leur mouvement, que la période était favorable (le gouvernement n'osait pas mettre sa menace de réquisition à exécution).

Les syndicats nous ont prouvé une fois de plus qu'il ne fallait compter que sur nous mêmes, tâchons de nous en souvenir.

**(V.O. - U 5)**

☆

## A PERDRE LA LAINE

*Un tract commun C.G.T.-C.F.T.C. du dt. 74 a causé une certaine émotion dans les départements limitrophes qui en eurent connaissance. Ce tract disait : « les conditions d'action pour un arrêt de travail d'une heure ne sont pas créées au dt. 74, nous vous appelons à poursuivre la campagne de signatures ».*

*Malgré cette action démoralisatrice, une bonne partie du 74 débraya. On nous dit que les gars ne sont pas chauds pour une généralisation de la grève, ensemble avec les mineurs qu'il n'y a pas de « grève presse-bouton ».*

*Nous connaissons pour l'instant la grève presse-mouton et nous commençons à en avoir tous assez de ces grèves en ordre dispersé.*

☆

## SUIVANT LE COURANT...

Si la grève de l'E.D.F. a perturbé la production dans plusieurs usines de la région parisienne, nous ne nous en sommes guère aperçus chez Renault. En effet les machines ont pu tourner comme d'habitude, rien de plus facile pour la Direction que de *briser* une grève de 4 h. de l'E.D.F. puisqu'elle a sa propre centrale.

Cela, elle ne peut le faire que pour des mouvements limités à quelques heures car sa centrale ne peut alimenter toutes les machines en permanence. Mais même pour des mouvements limités de l'E.D.F., la solidarité prolétarienne est-elle si difficile à réaliser ? Les jours de grève de l'E.D.F., du courant pour les hôpitaux et les usagers d'accord mais pas pour travailler.

☆

## RECUPERATION DE LA 4e SEMAINE

*La Direction du dt 74 a décrété qu'un certain nombre de samedis seraient considérés comme journées de travail normales. Certains agents de maîtrise ont répondu à des ouvriers qu'il s'agissait de récupérer la 4e semaine de congés payés.*

*Aucune autre explication n'a été donnée. La Direction de ce département a seulement menacé de minoration sur la prime comme à l'habitude. Il s'agit là de bluff comme l'obligation de travailler le samedi pendant les vacances au dt. 37.*

*Les signataires des accords devraient s'inquiéter de cette interprétation de la 4e semaine supplémentaire.*

(V. O. Entretien).

☆

## POUR NOS REVENDICATIONS

*Chez Renault, nous sommes privilégiés. Dès le début de l'année, nos « accords » nous ont apporté 4 jours de vacances supplémentaires et comme d'habitude, 4 % d'augmentation pour l'année.*

*Les syndicats signataires des accords ont suffisamment dit que nos revendications essentielles n'étaient pas satisfaites.*

*L'augmentation générale des salaires est encore l'objectif N° 1, car que pèseront nos malheureux 4 % devant le développement des hausses de prix dues à l'inflation ?*

*Et les 40 heures dont on nous promet depuis 20 ans, le « retour progressif » ?*

*Et la garantie de l'emploi ? Pouvons-nous nous contenter du Fonds de Régularisation des Ressources quand dès maintenant les économistes bourgeois prévoient une récession et un retour au chômage pour après les vacances ?*

*Ces revendications, ce sont les nôtres, ce sont celles des mineurs, ce sont celles de tous les travailleurs.*

*Nous savons tous que pour les faire aboutir, c'est le patronat et le gouvernement qu'il faut faire céder. Alors, puisque les mineurs se sont mis en grève, puisque de nombreux secteurs entrent en lutte, pourquoi pas nous, avec eux ?*

(V. O. Bureaux).

☆

## MARCHONS ENSEMBLE

*Deux heures d'arrêt de travail pour les revendications de la métallurgie. Peu d'ouvriers étaient d'accord, deux heures perdues, gaspillées, nous ne touchons pas assez pour cela. Il a fallu reporter l'ordre, nous ne sommes pas chauds, paraît-il. Enfin, pour qui nous prend-on ?*

*La garantie de l'emploi, une augmentation de 200 F par mois, 40 heures payées 48, juste participation du droit au soleil ; les primes incorporées au salaire, un SMIG calculé sur des produits de nécessité non périmés, mais modernes (appareils ménagers, logements, transports, etc...) qui nécessitent actuellement de s'endetter pour se les procurer : toutes ces revendications qui doivent avoir force de loi, est-ce nos deux heures d'arrêt qui nous les feront obtenir ?*

*Ce n'est pas non plus en payant les ouvriers mineurs pour qu'ils se battent à notre place.*

*Ce n'est pas en faisant deux heures par ci, deux heures par là que nous arriverons à quelque chose de sérieux. Marchons la main dans la main avec tout l'ensemble des ouvriers. C'est le moment.*

## AMENDES ! INACTION

Jeudi 21 mars, journée revendicative de la métallurgie. Les syndicats, pour une fois unis, lancent un appel pour un débrayage de deux heures avec objectif un meeting sur la place Sembat.

Mais le lendemain, nouveau communiqué, plus de grève. « Les conditions d'un mot d'ordre ne sont pas pleinement réalisées et des revendications restent à préciser dans chaque atelier. » Mais il ne sera pas dit qu'on ne fait rien, on lance un appel au peuple pour le versement de deux heures aux mineurs.

Les conditions d'un mot d'ordre ne sont pas réalisées ? Qui en a décidé ainsi ? Quelques représentants syndicaux qui passent à la permanence ? « Ce n'est pas chaud ». Non, ce n'est pas chaud pour une grégrève de deux heures avec un discours au bout. Mais, messieurs les représentants, avez-vous clairement posé le problème aux travailleurs ? Deux heures de débrayage quand les mineurs sont en grève depuis 3 semaines, c'est se moquer du monde. Avez-vous seulement pris la peine de rassembler le personnel pour lui montrer l'enjeu de la bagarre. Ce n'est même pas la peine ; vous avez assez de perspicacité pour juger que nous sommes des cornichons. Vous nous proposez des choses ridicules et ensuite vous essayez de faire retomber sur notre manque de combativité votre propre incurie.

Mais nous connaissons les vraies raisons de votre dérobage.

F. O. qui a donné la consigne de ne surtout pas se laisser déborder par le mouvement.

La C.F.T.C. qui donne comme consigne de tout faire pour maintenir le mouvement dans le cadre des revendications « *professionnelles* » car il ne s'agit surtout pas de « contester le pouvoir ».

Et la C.G.T. qui tente d'effrayer les travailleurs en prétendant que si l'on se mettait en grève, se serait la grève générale, que la grève générale est une grève révolutionnaire, et que Dieu Merci ! on n'en est pas là.

Ainsi, l'unité a fait un grand pas... pour engager les travailleurs à ne pas se joindre aux mineurs dans leur combat.

## AMENDES

Le système des amendes que la loi interdit formellement, semble faire une réapparition très nette et ce, dans divers corps de métier. « La Vie Ouvrière » nous le signale comme étant chose courante dans les mines. A la Régie la minoration de la prime trimestrielle pour absence non justifiée en était déjà une manifestation. Cela ne semble pas suffire puisque déjà un O.S. avait été mis à pied pour retards et que, dernièrement, un autre O.S. du département était mis à pied une journée et son salaire amputé de plus de 0,30 F de l'heure. Les patrons nous prouvent là que les lois et les règlements sont faits pour être violés, sachons en tirer la leçon.

☆

## CANDIDATS POUR LA MORT

*D'une maniabilité pénible due aux positions inconfortables auxquelles doit se livrer son conducteur afin d'assister aux dangereuses manœuvres qu'il effectue ; un élingueur que l'on emploie par économie sans doute, la plupart du temps hors de l'équipe, telles sont les conditions dans lesquelles évolue au-dessus de nos têtes le pont roulant du 3760 et ses outils de plusieurs tonnes*

*En dépit, ou plutôt à cause des accidents maintes fois évités de justesse, aucune disposition n'a encore été prise, à savoir : une inversion de ce pont et un élingueur en permanence.*

☆

## UN BON EXEMPLE

Un agent de maîtrise des machines part en retraite ces jours-ci. Nous ne reviendrons pas sur certains de ses défauts, mais nous aimerions que son successeur sache qu'il avait parfois de bonnes initiatives, à savoir le même nombre d'heures payées pour les vacances et le même taux horaire pour tous les ouvriers d'une même catégorie.

*(V. O. Département 37).*

# CHAUSSON (Gennevilliers)

## ON VEUT VOIR

*Dans une lettre adressée à chacun d'entre nous, la Direction dit son indignation « de constater la diffusion par tracts d'une lettre contenant d'aussi flagrantes contre-vérités ». Pensez donc, les syndicats ont laissé croire de façon délibérée que la SUC avait fait 2 milliards de profits en oubliant de préciser que dans ce chiffre il faut, selon Chausson, inclure les impôts et les amortissements.*

*Les bénéfices réels de Chausson, nous ne les connaîtrons pas, car on se garde bien de nous faire voir les comptes. Mais ce que nous savons, c'est que ces deux milliards, c'est notre travail qui les a produits, et que se sont les actionnaires qui les empochent.*

*Nous avons l'habitude des lamentations patronales sur leur situation, qui, à les en croire, serait presque toujours à la limite de la catastrophe.*

*5 % d'augmentation annuelle, c'est le maximum que je puisse faire à condition, bien entendu, que la SUC progresse prétend A. Chausson. A croire que les patrons sont dans la misère et que c'est par philantrophie qu'il nous font travailler.*

*Et notre président-directeur-général conclut en ces termes : « Je ne peux pas admettre que des informations aussi manifestement erronées soient diffusées » ; et bien alors, qu'il ouvre ses livres de comptes, et qu'il permette de contrôler.*

(V. O. Chausson).

# C. A. F. (Rue Viala, Paris-XV)

## DES CHATS ET DES HOMMES

**Le règlement intérieur accorde généreusement 5 jours par an aux mères de famille pour soigner leurs enfants malades. Que la mère ait un ou plusieurs gosses, qu'ils soient plus ou moins souvent malades, la Direction s'en moque, elle n'entre pas dans ces détails, 5 jours, c'est 5 jours, pas un de plus. Bien que le travail à domicile ne soit nullement une solution (pourquoi ne pas amener au bureau le lit ou le berceau du malade, pendant qu'on y est), de nombreuses mères de famille, faute de mieux, se contenteraient de prolonger les 5 jours supplémentaires en apportant des dossiers chez elles. La Direction, si généreuse pour donner du travail à domicile en heures supplémentaires, n'en accorde presque jamais en heures normales.**

**Pourtant, nos chefs tiennent, de temps à autre, à manifester leur bonté de cœur et leur compréhension peu commune pour nos problèmes.**

**Ils viennent d'accorder à une femme agent de maîtrise des dossiers à domicile pour plusieurs jours, pour soigner... deux chats.**

**De qui se moque-t-on ?**

**(V.O. C.A.F.)**

# CRÉDIT LYONNAIS

## LA SOLUTION

Hier matin, nous étions 2.000 à faire une entrée retardée et plusieurs centaines, de toutes les banques à manifester malgré la pluie, pour réclamer « nos 40 heures », « l'augmentation des salaires »... Nous sommes entrés dans la grande bataille que mènent partout, pour les mêmes objectifs, les ouvriers des différentes corporations.

Ceux d'entre nous qui avaient encore des illusions sur la possibilité d'améliorer localement, de façon substantielle leur niveau de vie par une prime miracle en sont revenus. Le Crédit Lyonnais, comme toute l'industrie, comme l'Etat-patron éclate d'argent, augmente son capital, mais ne cède volontairement que des misères.

Nous voulons les 40 heures, une augmentation substantielle des salaires, la suppression des abattements d'âge, le mois de congé et cela tous les ouvriers le veulent. Et partout, comme à nous, on leur refuse comme on le refuse aux mineurs.

Eh bien, c'est le moment, ces revendications que l'on nous refuse séparément, tous ensemble nous pourrons les obtenir. Cela ne dépend que de nous.

Mais ce n'est pas une entrée plus ou moins retardée qu'il faut, ni des grèves par catégories, c'est une grève générale. Ce mouvement ne doit être qu'une étape vers des mouvements plus larges plus généralisés. C'est la seule solution.

**V.O. Crédit Lyonnais)**

# CITROËN (Région parisienne)

## EN LUMIERE JAUNE

Par deux fois, nos camarades de l'E.D.F. ont fait grève pendant 4 heures. Et, par deux fois, la direction nous a prévenus au dernier moment que les horaires étaient décalés.

Que cela perturbe la production, c'est voulu, mais que nous acceptions, nous, de faire ces horaires décalés, ce n'est pas normal.

Nous, nous étions capables de venir à l'usine ; si, pendant ce temps-là, le patron ne pouvait nous donner du travail, eh bien, tant mieux. L'important, pour nous, c'est que ce temps nous soit payé.

Si nos camarades de l'E.D.F. se mettent en grève, ce n'est pas pour nous faire déjeuner une ou deux heures plus tôt, c'est pour perturber la production. Alors... à quoi cela sert-il qu'ils se mettent en grève, si tous les patrons peuvent faire récupérer la production qui n'est pas faite pendant l'interruption du courant électrique ?

Est-ce que nos camarades de l'E.D.F. viendront faire tourner les machines chez Citroën le jour où nous serons en grève ? NON, alors, ce n'est pas à nous de compenser les pertes de la Direction, qu'elle se débrouille si elle le veut avec Pompidou pour qu'il paye mieux les électriciens.

☆

## ON CONNAIT LA MUSIQUE

**De belles affiches nous préviennent chaque semaine du programme de l'Amicale du Disque, qui retransmet des auditions à l'heure du déjeuner.**

**Pour pouvoir en profiter, il nous faudrait travailler beaucoup moins, car avec 10 heures par jour, il nous est difficile de prendre plaisir à ces divertissements.**

**La Direction Citroën, qui se dit sociale et pensant aux besoins des ouvriers, met en évidence ces amicales de toutes sortes auxquelles la plupart d'entre nous ne peut participer, faute de temps.**

**Ce qu'il nous faut, c'est 8 heures de travail maximum par jour afin de nous permettre de faire du sport, soit d'écouter de la musique, soit d'aller au spectacle, enfin d'avoir une vie normale et non d'exister comme des automates qui ne connaissent qu'un cycle comme emploi du temps : lever, trajet, usine, dix heures de travail avec juste 3/4 d'heure de pose, trajet maison, dîner et coucher. Avec une fois par semaine un maximum de 48 heures pour récupérer la fatigue et on repart pour 5 jours.**

**Mais, pour obtenir ce genre de vie, il nous faudra jouer une autre musique... que celle des machines de nos patrons.**

**(V.O. Citroën)**

# PANHARD (Paris-XIII)

## A BOIRE OU A MANGER

Par suite de la grève de l'E.D.F., nous avons dû travailler toute la nuit du 20 au 21, jusqu'à 4 heures du matin, et du 21 au 22 jusqu'à 6 heures. Passé minuit, la Direction est obligée de nous fournir ce qu'elle appelle un « casse-croûte ».

Nous avons eu effectivement le petit bout de pain avec l'éternel bœuf bouilli, le tout ne dépassant pas la longueur de la main. De qui se moque-t-on ? Nous ne faisons pas l'aumône, d'ailleurs les camarades pour la plupart n'attendaient rien du « bon cœur » de la Direction et heureusement avait apporté de quoi se restaurer.

La Direction croit peut-être que nous nous contentons de rations de famine. Cela explique peut-être nos maigres salaires. Il est à espérer que nous saurons lui faire sentir un jour que nous avons les dents longues.

## CHAUDE AMBIANCE

*La nuit est parfois l'inspiration des peintres, c'est pourquoi, chez nous, la Direction a choisi parmi les plus artistiquement capables ceux qui, avec dextérité, repeignent les charpentes de l'atelier 86. Les hommes-singes, jusqu'à 6 heures du matin, juchés sur des échelles, à cheval sur des charpentes, au risque de se rompre le cou, ces artistes travaillent sans filet pour quelques billets supplémentaires.*

*L'Ambiance, c'est le nom que porte ce service, y est chaude (on repeint les tuyaux de chauffage en marche) et poussiéreuse (Personne ne se risque à balayer là-haut) avec d'agréables compagnons de travée : les rats.*

*La nuit est faite pour dormir. Si certains sont volontaires pour travailler dans ces agréables conditions, cela les regarde. Mais nous pensons que la Direction n'a pas à nous imposer ce « travail noir ».*

# S. N. C. F.
## (Région parisienne)

### UNE DEMOCRATIE (OUVRIERE) A RENOVER

*Le jeudi 21 mars, des militants de « Pouvoir Ouvrier », organisation d'extrême-gauche, sont venus diffuser à la porte de la cantine du Charollais, un tract expliquant leur point de vue face à la grève des mineurs et appelant à la grève générale comme moyen de soutien efficace.*

*Quel que soit le contenu de ce tract et les arguments avancés pour défendre une position que chacun est libre de ne pas partager, c'est aussi le droit de chacun de faire connaître à tous sa position sur un problème aussi important que celui de la grève des mineurs.*

*Mais ce droit élémentaire, essence de la démocratie ouvrière, est inconnu de certains militants syndicalistes et politiques qui ont eu une conduite assez peu démocratique vis-à-vis de ces militants révolutionnaires (qu'ils soient étudiants ou non, là n'est pas la question).*

*Aux injures succédèrent les voies de fait et les menaces, et les champions de la « démocratie rénovée » arrachèrent des mains des diffuseurs et déchirèrent les tracts, s'opposant ainsi à la libre diffusion des idées d'autrui.*

*Mais les militants de « Pouvoir Ouvrier » ne reculèrent pas pour autant et surent faire front devant les « défenseurs de la classe ouvrière » déchaînés.*

*La « discussion » qui s'en suivit ne fut interrompue que par l'arrivée d'un car de flics. On voudrait bien savoir qui a eu la bonté de les prévenir ? Certains n'en sont pas à une saloperie près. Et après cela, ils veulent qu'on les prenne au sérieux quand ils parlent de démocratie. Elle est belle, celle qu'ils pratiquent dans la rue !*

### QUE VOULONS-NOUS ?

*Depuis trois semaines, la classe ouvrière est en effervescence. L'arrêt de travail est total dans les mines de charbon, les grèves se succèdent à l'E.D.F., au G.D.F., à la S.N.C.F.*

*Et que nous proposent les syndicats ?*

*Le retour aux grèves de deux heures !*

*Il s'agit de savoir pourquoi nous nous battons. Est-ce pour ces 1,2 % traditionnels, que la Direction nous accorderait peut-être autour d'un tapis vert ? Ou est-ce pour :*

*— l'abolition du droit de réquisition ;*

*— la suppression de l'ordre n° 64 ;*

*— le retour immédiat aux 40 heures ;*

*— l'augmentation générale des salaires.*

*Et on veut nous faire croire que deux heures de grève nous permettraient d'obtenir cela !*

*Pourtant la situation n'a jamais été aussi favorable pour nous : nos camarades mineurs sont en lutte pour les mêmes objectifs, d'autres sont prêts à vaincre. La victoire est à notre portée. Mais si nous ne pouvons vaincre maintenant ,nous mettrons peut-être des années à nous relever de cet échec.*

*Sommes-nous prêts à suivre nos camarades en lutte et à combattre jusqu'à l'obtention de tout ce que nous demandons ? Ou préférons-nous courber l'échine et faire une croix sur nos revendications ?*

*Voilà la seule façon de poser le problème à l'heure actuelle et ceux qui essaient de nous orienter sont soit des imbéciles, soit des traîtres, mais en aucun cas des dirigeants ouvriers dignes de ce nom.*

*(V.O. Cheminots).*

# DESFOSSÉS
## (Issy-les-Moulineaux)

### VICTOIRE ?

Nous venons d'obtenir la 4ème semaine de congés et 3,25 % d'augmentation. Si les maîtres imprimeurs nous ont laché de maigres avantages, nous pouvons dire que ce n'est pas par notre lutte que ces revendications ont été satisfaites. On peut dire par contre que la lutte de nos camarades mineurs y a été pour quelque chose, par la peur que nos patrons ont de nous voir nous joindre à eux et qui les contraindrait à lacher beaucoup plus.

Leur grève dure depuis quatre semaines et est une preuve de leur volonté farouche de faire aboutir leurs revendications, qui sont celles de tous les travailleurs Ils sont en train de faire la preuve que pour obtenir satisfaction sur des problèmes généraux à la classe ouvrière, il faut non seulement se battre, mais se battre ensemble, car si demain la lutte ne se généralise pas à l'ensemble des ouvriers, le patronat ne lâchera que des broutilles du genre 3,25 % : (un peu plus de 20 F par mois pour un salaire horaire de 4 F). La 4ème semaine d'ailleurs nous a été donnée avec des restrictions.

Les discussions autour du tapis vert ne peuvent donner que ce genre de résultat. Tant que nous ne sommes pas décidés à imposer nos revendications, nous verrons les patrons réagir de cette façon. Si les mineurs avaient courbé l'échine devant la réquisition, le patronat et son gouvernement auraient infligé une sérieuse défaite à toute la classe ouvrière. C'est pour cela que leur lutte est la nôtre et le meilleur moyen d'aider nos camarades, c'est d'entrer à leurs côtés dans la lutte, non seulement pour les soutenir, mais aussi pour nous-mêmes. Tous ensemble, nous obtiendrons autre chose que les restes du revenu, du festin qu'accapare la bourgeoisie bien française.

(V.O. Desfossés).

# RHONE-POULENC
## (Vitry-sur-Seine)

### REFUSONS LE POINTAGE !

Depuis plus de dix ans fonctionne le vestiaire central ; depuis plus de dix ans, nous pointons avant et après le repas de midi. Même pendant la période où la Direction a joué la carte paternaliste, personne ne s'est vraiment battu contre cette brimade. Et pourtant, sans insister sur l'aspect d'asservissement que représente pour nous le pointage, les simples inconvénients de ce « contrôle du midi » — bousculades, énervement, chutes dans les escaliers, etc... — justifient qu'on le refuse.

La période revendicative actuelle permet de faire céder sans trop d'efforts les Directions, au moins sur des points qui ne leur paraissent pas trop dangereux pour leurs profits, et qui nous tiennent à cœur.

Profitons-en pour régler cette question qui concerne plus notre dignité et notre commodité que notre porte-monnaie, car l'ouvrier « ne vit pas seulement de pain » !

### QUARANTE MINUTES DE TROP

**Ceux d'entre nous qui viennent de banlieue par les cars arrivent le matin à partir de 7 h. 30 pour commencer à 8 heures, et ils repartent le soir vers 17 h. 20, après avoir attendu 20 minutes.**

**En faisant, en outre, partir le dernier car de la gare de Choisy à 8 heures moins le quart, la Direction est certaine que tout le monde sera à son poste à l'heure. Que nous devions attendre lui importe peu. Elle « oublie » que nous venons à l'usine parce que nous avons besoin de gagner notre vie, et que ce n'est pas pour nous une partie de plaisir. Nous assurons sa production, et 40 minutes supplémentaires passées à l'usine, c'est du temps perdu pour nous, pour notre santé et pour notre vie personnelle.**

**Que la Direction s'arrange donc pour organiser un système de transport convenable. Elle en a les moyens. Nous n'avons pas à faire les frais de sa carence en ce domaine.**

(V.O. Rhône-Poulenc.)

# THOMSON (Gennevilliers)

### ET NOUS ?

Lors de la première « journée revendicative » de la métallurgie organisée par les fédérations syndicales, le 14 mars, une partie importante d'entre nous répondit au débrayage d'une demi-heure le matin. Une partie, cette fois plus faible, débraya l'après-midi, par atelier selon les consignes syndicales et pendant la durée que chacun jugeait bon.

La deuxième « journée revendicative », le 21 mars, nous étions moins de la moitié à répondre à l'appel d'un débrayage de 2 heures des fédérations. Certains travailleurs manifestaient ainsi par leur absence leur manque de confiance dans l'issue de telles actions, ou leur manque d'intérêt pour les objectifs fixés. Les deux pouvaient en effet être remis en question. L'attitude des Confédérations syndicales montrait qu'elles ne voulaient pas engager réellement la lutte. Mais, et nous ? Devrions-nous pour autant accepter les conditions que le patronat nous prépare : augmentation des prix, accroissement du chômage et maintien d'un horaire de travail abrutissant, alors que plus de 200.000 de nos camarades mineurs sont déjà en grève depuis plus de trois semaines pour des revendications identiques.

Non, nous devons poser nos revendications : **quarante heures tout de suite** et garantie de l'emploi, 200 francs par mois en plus pour tous et la garantie du salaire, et le paiement des heures de grève. Car nous n'aurons satisfaction que si nous entrons en grève pour cela, si notre exemple et notre volonté sont capables tels ceux des mineurs d'encourager d'autres travailleurs à le faire.

# GENÈVE
## (Ivry)

### LA SOUMISSION NE PAIE PAS

**Mercredi dernier la Direction nous a renvoyé chez nous à 16 h. 30 en nous invitant à récupérer les heures perdues le jeudi et le vendredi soir. De même que nous avons dû travailler le samedi matin en lieu et place du vendredi matin. Tout ceci pour pallier le manque d'électricité dû à la grève de l'E.D.F.**

**Bon nombre de camarades ont trouvé cette manière d'agir assez désagréable mais en rechignant ils sont venus quand même. Mais, n'est-ce pas accepter de ce fait, de saboter plus ou moins la lutte de nos camarades de l'électricité? Nous ne sommes pas responsables si nos camarades revendiquent de meilleurs salaires mais nous devons en être solidaires.**

**C'est l'ensemble des patrons qui refusent de payer. Aussi nous n'avons pas à accepter de changer d'horaire pour aider Genève qui est loin d'être un patron généreux.**

**Il n'a guère l'intention de nous donner beaucoup d'augmentation et encore moins si nous acceptons toutes ses décisions.**

# ASSISTANCE PUBLIQUE

### UN SEUL SALAIRE, UN SEUL TRAVAIL

**D'une façon générale personne n'aime faire l'office, travail qui oblige au lavage des salles, mais qui, en échange, nous laisse pratiquement libres à partir de 13 h. 30, si la surveillante ne demande pas le lavage des peintures ou des vitres.**

**Lorsque l'officière habituelle est de repos, le problème se pose de savoir qui prendra sa place. La plupart du temps le remplacement est effectué par un agent hospitalier, soit du même service, soit d'un service voisin, mais, actuellement, cette solution est impossible, le personnel étant au plus juste dans les salles.**

**Mercredi dernier la solution a été tout de suite trouvée dans un pavillon de chirurgie. C'est un garçon de salle qui a servi d'officière et, comme personne ne pouvait le remplacer à son travail habituel, il a fallu, non seulement qu'il fasse le sien, mais également celui de l'officière.**

**Notre camarade n'étant à l'A.P. que depuis deux mois n'a pas refusé de tenir ces deux postes par peur des brimades de l'administration qui était là, bon pied, bon œil, veillant à ce que le travail soit bien exécuté.**

**Pourquoi l'A.P. ajouterait-elle du personnel dans les salles puisque le travail est malgré tout effectué. Si nous ne faisions que notre part, elle serait bien obligée d'ajouter ce personnel manquant. Nous n'avons pas à faire le travail de deux ou trois, le nôtre nous suffit largement. Pourquoi se montrer compréhensif si l'A.P., elle, ne fait preuve d'aucune compréhension à notre égard ?**

# UCLAF
## (Romainville)

### LA RAISON DU PLUS FORT

*Le patron n'y va pas avec le dos de la cuiller : non seulement il ne perd rien si un hasard (réveil qui n'a pas sonné, bus attendu plus longtemps que de coutume, etc) nous fait arriver au boulot une ou deux minutes en retard, mais il y gagne : dans ce cas en effet, il nous sucre une demi-heure.*

*Nous n'avons même pas la ressource, lorsque nous voyons que nous ne pourrons pointer à l'heure, de profiter de ce temps perdu pour boire un café et arriver tranquillement « à l'heure » une demi-heure plus tard. Car un retard injustifié d'une demi-heure nous serait compté comme faute grave.*

*Il ne nous reste plus qu'à nous faire « gronder » et à bosser une demi-heure pour rien. En fait, la direction nous prélève une amende sur notre paye, alors que les amendes sont interdites d'après le code du tavail. Tant qu'il se sent le plus fort, le patron n'a que faire de la loi. Quand nous serons les plus forts...*

# C. S. F.
## (Issy-les-Moulineaux)

### LES GREVES « TOURNEES »

**« Le tout ensemble, c'est aujourd'hui les métallos — demain les cheminots — les transports et ainsi de suite... il faut se battre tous ensemble, comme cela a commencé, mais par roulement ».**

**Ces phrases ne sont pas extraites d'un mauvais livre humoristique, mais du tract C.G.T. du 21 mars 1963 sur la « journée d'action dans la métallurgie ».**

**Les dirigeants de la C.G.T. se sont faits pendant des années les champions des grèves tournantes, atelier par ateliers. Et aujourd'hui où les mineurs nous montrent comment une grève d'ensemble est réalisable, et où tous les travailleurs ont les yeux tournés vers eux, ces incorrigibles, tout de même obligés de changer de disque, viennent nous faire l'apologie des grèves tournantes, corporation par corporation.**

**Mais la vérité est que, ce faisant, ils ne font que tourner le dos aux intérêts des travailleurs.**

### LES DAMES PATRONNESSES

Il paraît que M. Delage aurait donné 5 F pour les mineurs.

Sans doute a-t-il jugé cette somme énorme (elle l'est à côté des quelques centimes que ceux de sa classe mettent dans les troncs des pauvres lors des messes dominicales), mais 5 F c'est ce que tout ouvrier conscient de faire un geste de solidarité et non l'aumône donnait lors des collectes, et pour lui cela représente plus d'une heure de travail.

L'argent n'a pas d'odeur, qu'il vienne d'un directeur du personnel ou d'un ouvrier. Il est toujours accepté. Mais, venant de celui-là, n'aurait-il pas une odeur de trop peu ?

**(V.O. C.S.F.)**

# SNECMA
## (Paris XIII)

### AUX OBJETS PERDUS

**Nous avons pu remarquer que l'affiche de la Direction annonçant prématurément la date des vacances 63, a été retirée en douce. Cette mystérieuse disparition s'accompagne de discussions sur un éventuel « projet d'accord d'entreprise ». C'est dire que pour nous, les carottes sont en train de cuire.**

**Un tract de la C.F.T.C. nous livre, grosso modo, des propositions patronales. Elles ne sont pas belles à voir. Depuis le début de l'année, on nous rebat les oreilles sur la « grande victoire des travailleurs de chez Renault », sur les accords pilotes, etc. Mais c'est aux discussions actuelles que nous voyons la limite de cette « belle victoire ». Notre lutte pour les accords-maisons consiste à discuter pour savoir à quelle sauce nous serons mangés. Et la sauce Renault, n'a rien à voir avec la sauce SNECMA. On nous propose rien moins que de renoncer aux avantages acquis. Ainsi l'Etat-patron reprend d'une main une partie de ce qu'il donne de l'autre, et ce marchandage donne la mesure de sa cupidité. Mais si la Direction y trouve son compte, nous ne pouvons absolument pas l'accepter.**

**Les avantages acquis par la lutte sont fragiles, mais les avantages « accordés » le sont encore plus. Et de toute façon les uns ne sauraient remettre les autres en question. Les seuls avantages définitifs que nous arracherons sont ceux que nous parviendrons à faire inscrire dans les Conventions Collectives.**

(V.O. SNECMA)

# AIR FRANCE
## (Orly-Nord)

### « OU SONT LES TETES »

Vendredi les travailleurs de LM ont eu à travailler sur une série de Caravelles immobilisées à la suite d'incidents techniques graves. Ainsi une vingtaine d'avions sont restés au sol. On voit l'affolement, la panique de la direction obligée de retarder ou d'annuler des vols. Les causes de ces incidents sont simples : on a remplacé le liquide hydraulique habituel par du « skydrol » (autre liquide hydraulique de composition différente, ce qui eut des conséquences néfastes). Les rapports PN signalèrent des guidages de roues de train avant bloqués, des grippages servodynes( organes moteurs des volets de direction, profondeur, ailerons). Avec un peu plus de « chance » on aurait pu apprendre que des caravelles s'étaient écrasées au sol !

La cause, il faudra très certainement la rechercher dans l'organisation et la répartition anarchique du travail. Nous sommes certains que la direction cherche ailleurs le responsable, car il faut une tête et ce ne peut-être qu'un travailleur évidemment.

Ceci aurait dû faire réfléchir les camarades qui sont venus travailler samedi en heures supplémentaires pour dépanner ces avions.

### LE MUR DU ÇON

**La scène se passe aux ateliers du CRO. Un travailleur va voir son chef d'équipe :**

**— Chef, ça ne vas pas. Il y a des copains qui font des heures supplémentaires alors qu'ils font grève chaque fois. Et moi qui ne fais jamais grève et qui voudrais faire des heures supplémentaires, on ne me le permet pas. Alors, je ne suis pas content !**

**Il vaut mieux entendre cela que d'être sourd, mais tout juste. Il y a des malades qui ne peuvent plus se passer de drogue. Il y a aussi des intoxiqués du travail. C'est triste, mais c'est ainsi, la bourgeoisie parvient à déformer certains ouvriers au point qu'ils en arrivent à aimer leur propre exploitation. Nous n'avons pas à leur jeter la pierre, mais nous devons leur expliquer clairement notre façon de penser.**

(V.O. Air France).

**Adresser toutes correspondances et fonds à**
**VOIX OUVRIERE**
**29, rue de Château - Landon**
**PARIS-X^e**
**C.C.P. M. Schrœdt**
**9.424.78 Paris**

# MICHELIN (Clermont-Ferrand)

## GREVE A ZTM-TVA

*Après deux semaines de grève, nos camarades de ZTM-TVA ont repris le travail.*

*Pratiquement les revendications propres à leurs ateliers ont été satisfaites, si Michelin tient parole.*

*La Direction a tout fait pour faire échouer la grève qui paralysait la production. Michelin n'aime pas payer ses ouvriers à ne rien faire. Après avoir essayé d'obtenir de la gomme à Bourges, Troyes et Turin, la Direction aurait bien voulu lock-outer l'usine. Michelin aurait fait des démarches auprès de l'Inspecteur du Travail et même du Ministère à Paris pour obtenir la fermeture de l'usine. (Il faut croire qu'à Paris on ne tenait pas en ce moment à voir tout Michelin dans la rue).*

*Nos camarades de Bourges, Troyes et Turin prévenus du rôle qu'ils devaient jouer n'ont pas accepté de charger la gomme pour Clermont — c'est cela la force des travailleurs.*

*Ayant voulu faire la preuve de leur bonne volonté, nos camarades, ont repris le travail pour que la Direction ne discute pas « sous la contrainte ».*

*Devant l'intransigeance de Michelin et ses 0,25 F par jour, nos camarades ont repris leur mouvement jusqu'à satisfaction.*

*Cette grève nous a montré notre force, la solidarité a joué et les mensuels n'ont pas été les derniers à donner.*

*Mais les 150 gars de TVA-ZTM ne pouvaient tout seuls, obtenir toutes nos revendications. Ils ont montré l'exemple, il faut, si nous voulons les avoir, faire un mouvement sur toute l'usine.*

## MICHELIN ET LA « QUATRIEME » SEMAINE

En fait d'une quatrième semaine, la Direction nous donne deux jours supplémentaires au moment des congés plus deux ponts payés dans l'année. La note de service sur les congés est très claire. « La maison a décidé..... signé Michelin ».

Pour avoir droit réellement à quatre semaines il faut avoir entre 20 et 24 ans d'ancienneté, ça c'est du social !

Vraiment, avec les deux jours et les deux ponts, la Direction n'y perd pas grand chose. Les ponts leur permettront de ne pas avoir à remettre en route l'usine pour une journée. Et avec les deux jours qu'elle nous accorde bénévolement (sic) elle nous fait un « cadeau ».

Maintenant, c'est officiel, les produits chimiques ont quatre semaines de congés payés... et Michelin ? Michelin répond : nous ne sommes pas produits chimiques mais caoutchouc. C'est sans doute pour cela qu'il nous offre des congés si peu élastiques.

*(V.O. Michelin)*

# AOIP (Paris XIII)

## LES CINQ DERNIÈRES MINUTES

Pointer est déjà assez humiliant et il n'est pas besoin que certains chefs aillent vérifier l'heure du pointage pour savoir si l'on ne reste pas trop longtemps aux vestiaires. Cela doit les gêner ces chefs qui regardent d'un mauvais œil ceux qui ne se mettent pas au travail immédiatement. Habitués à nous considérer comme des machines à produire, ils s'imaginent dans leurs petits cerveaux que le pointage est une manette qui doit faire démarrer aussitôt le travailleur.

Nous ne sommes pas des machines et si nous « lambinons » avant de nous mettre en route c'est parfaitement normal d'autant plus que ces chefs qui nous font remarquer notre peu d'entrain à « embrayer » souvent, eux, ils lambinent toute la journée.

(V.O. A.O.I.P.).

# PEUGEOT (Sochaux)

## LION OU CHACAL ?

*Un écho du Lion Rouge de février 63, organe du P.C.F., se déclare en mesure de répondre que c'est Peugeot qui finance la Voix Ouvrière. Il est plus facile de calomnier que de nous répondre. Ce qui gêne ces messieurs, c'est que la plupart des travailleurs pensent comme nous. Et c'est là où le bât les blesse.*

*Vu l'attitude du PCF et de la CGT à l'échelon national, en ce moment, qui refusent de marcher résolument à la grève générale, alors que presque tous les travailleurs sont en lutte, est-ce qu'on ne pourrait pas croire qu'ils sont payés par le gouvernement et De Gaulle. Par leur attitude actuelle, qui défendent-ils, les travailleurs ou le gouvernement des patrons ? Par ailleurs, cet article signale que la Voix Ouvrière paraît également chez Lip à Besançon. Nous ne le cachons pas ? Au contraire. Des V.O. paraissent dans bien d'autres entreprises encore. Car de nombreux militants et de nombreux travailleurs pensent et écrivent ce que nous pensons et écrivons. Nous le cachons si peu que nous expédierons un exemplaire du bi-mensuel qui reprend les informations de toutes les V.O. qui paraissent en France, à tous ceux qui nous en feront la demande, à l'adresse indiquée au bas de cette feuille. En passant, nous signalons que nous sommes l'objet d'une information judiciaire, la police avait en mains le numéro de la voiture qui a servi à des diffuseurs.*

*Récemment un permanent dont nous ne connaissons pas le nom a relevé le numéro d'une autre voiture. Est-ce ainsi que la police a eu le premier ?*

## LEÇON POUR L'AVENIR

Un mois de bagarre... une marche sur Montbéliard... 1,5 % d'augmentation... La direction s'en tire à bon compte. Le pétard qu'elle avait elle-même allumé en décidant de supprimer les jours d'ancienneté et de bonification, elle a pu le désamorcer à temps, sous la pression de notre détermination.

Maintenant, le mouvement est pratiquement au point mort. Tirons la leçon.

Si le mouvement s'est éteint aussi vite qu'il s'était allumé, si les syndicats ont tergiversé les jours qui ont suivi la discussion avec la direction, si la plupart d'entre nous ont laissé tomber lorsque de nouveaux mots d'ordre de grève ont été lancés, c'est parce que notre mouvement n'a pas été organisé à la base, comme nous aurions du le faire. Il a reposé presque uniquement sur les épaules de quelques militants qui devaient tout faire : discuter, décider, ronéotyper, distribuer les tracts etc... (beaucoup s'y sont claqués) sans avoir pour cela des rapports *organisés*, nets avec les travailleurs. Ils ne pouvaient se baser que sur quelques conversations restreintes et intermittentes avec un petit nombre de camarades d'atelier ou des syndicats.

Cette lutte qui débordait le cadre de la 4ème semaine, s'annonçait longue. En fait, elle était liée à nos conditions de vie, de travail et de repos, à l'augmentation de notre pouvoir d'achat. Centrer exclusivement notre lutte sur la 4ème semaine, eût été une erreur.

Aussi, aurait-il fallu, dès le début, créer et organiser des COMITES DE GREVE. Par exemple, un atelier de 10 équipes peut élire 10 responsables. Ces 10 camarades, peuvent à tout moment consulter les travailleurs, les mettre au courant de l'évolution de la situation. Ils désignent à leur tour un d'entre eux pour les représenter au Comité Central de grève, composé de tous les représentants des ateliers et usines. Ce Comité Central, émanation des travailleurs, décide des actions à mener, prend toutes les dispositions pour informer, consulter les travailleurs et les faire voter sur tel ou tel problème. Ainsi le dialogue est établi dans les deux sens, de la base au sommet et inversement. Les tâches sont réparties aux différents échelons. Tout le monde est dans le coup. Chacun prend ses responsabilités. C'est la condition élémentaire d'un succès.

Il y aura d'autres mouvements. Sachons tirer la leçon. Dès le début, mettons en place des comités de grève.

(V.O. Peugeot).

# CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint Nazaire)

## ACTION OU AGITATION ?

L'augmentation du pouvoir d'achat des salariés est une nécessité vitale. La preuve chiffrée a été faite que Pinczon nous frustrait de 0,8469 F et que la revendication horaire de 1 F se justifiait. Pour la faire aboutir, il ne manquait que l'action.

Depuis quelques semaines, la volonté d'actions décisives s'affirme, sous forme de débrayages, cortèges, meetings, manifestations, arrêts de travail et délégations mais personne ne parle plus des 100 balles de l'heure, dans les directions syndicales.

La lutte pour la défense des Libertés est certes indispensable et la reprise des pourparlers s'impose... Il ne faudrait cependant pas oublier les salaires : la raison « substantielle » (dans sa détermination) est devenue accessible (à la remarque du mouvement des mineurs). A propos de celui-ci, il semble à tous les travailleurs que la solidarité la plus efficace eût été la grève générale : on en parle quand les conditions ne sont pas réunies et on l'efface du vocabulaire quand le moment est venu de l'organiser, pour le mieux - être de tous. L'idée a maintes fois, bruyamment, éclaté dans le cortège des manifestations mais la rumeur semble ne pas pouvoir parvenir jusqu'en tête.

Encore des enseignements qu'il faut tirer et retenir à fin d'utilisation.

## PROVOCATION OUVERTE

**Troncs et listes de souscription en faveur des mineurs ont été confisquées par un homme de main de la direction. La fermeté des syndicats et la crainte d'une riposte conséquente ont entraîné la restitution mais c'est encore l'autoritarisme qui grandit au détriment du droit syndical. Il sera désormais interdit de distribuer tracts et journaux dans l'usine, d'organiser des collectes ou des tombolas et d'apporter des affiches sans l'autorisation préalable.**

**Le flic de service est allé se revêtir, nous lui dédierons, en attendant mieux, le titre d'un récent succès de la chanson : « Ils pourraient se retrouver tout nus dans l'océan glacé. »**

**Enfin, vous m'avez compris : pas de souscription pour les mineurs, mais tout ce que vous voudrez pour un prochain Fréjus. Dans le premier cas, les fonds vont à un organisme contrôlé par les grévistes et leurs familles ; dans le deuxième cas, c'est l'escroquerie pure et simple avec détournement des fonds, comme l'a écrit la presse pas totalement asservie.**

**Au fait, puisque la situation de nos chantiers est catastrophique du point de vue financier (Pinczon dixit), pourquoi ne lancerions-nous pas une souscription pour éviter à nos saigneurs et autres double-mètres de coucher sous les ponts.**

**(V.O. Chantiers de l'Atlantique.)**

# BERLIET (Lyon-Vénissieux)

## UNITE CHERIE !

**A Monplaisir, nous avons eu, pour notre part, le triste privilège d'avoir des mots d'ordre différents suivant le syndicat auquel nous appartenons, lors de la journée du 21. La C.F.T.C. nous demandait de sortir à 15 h. 30, la C.G.T. à 17 h. 30.**

**Dans une telle confusion, il n'est pas étonnant que beaucoup d'entre nous se soient même abstenus de débrayer, et on ne peut ignorer que nous étions à peine une centaine à sortir à 15 h. 30 (et pas seulement des syndiqués C.F.T.C.), même si « la section C.F.T.C. salue les travailleurs de Berliet-Montplaisir qui ont arrêté le travail comme prévu » (communiqué au « Progrès », 22-3-63).**

**Force nous est de constater que tant que nous n'imposerons pas notre unité dans la lutte, nous-mêmes, il ne nous faudra pas compter sur nos dirigeants syndicaux pour l'organiser.**

☆

## LA GREVE QU'IL FAUT FAIRE

Les jeudis 14 et 21 ont été des « journées d'action » des Métaux et ces jours-là, nous avons voulu, en débrayant à Vénissieux, dans une proportion de 70 à 80 %, montrer notre volonté d'obtenir satisfaction sur nos revendications.

Mais à quoi un tel débrayage nous mène-t-il ? La veille, les gaziers et électriciens font grève et ils recommencent le lendemain. Nos camarades mineurs sont en grève depuis plus de trois semaines. Nous, nous débrayons deux heures avant la fin du travail. Bien sûr, nous avons des revendications particulières, mais notre revendication essentielle, celle qui conditionne toutes les autres, n'est-elle pas l'augmentation sérieuse de nos salaires ? Comme les gaziers, les électriciens, comme les mineurs ! Alors, qu'espèrent nos organisations syndicales en morcelant ainsi nos luttes ? Nous finirons par nous lasser des débrayages pour le principe (ou pour le communiqué), et qu'aurons-nous obtenu ?

L'augmentation des salaires est une revendication commune à tous les travailleurs français, cela est de plus en plus flagrant. N'y aura-t-il que notre « avant-garde » syndicale pour l'ignorer ?

(V.O. Berliet).

# FERMETURE ÉCLAIR (Petit-Quevilly)

## LES VOLEURS VOLES

Il y a quinze jours la Direction se décidait à « réformer » le gérant de la cantine.

C'est pourtant cette même Direction qui avec l'accord de certains de nos « représentants » avait « déniché » ce formidable marchand de soupe.

Evidemment ce monsieur promettait en ce temps à ses employeurs de leur faire faire des économies sur le prix de revient des repas. Cela bien sûr en tapant sur la qualité et la quantité de notre nourriture et en réduisant au minimum le personnel du restaurant et des cantines. Des économies faites ainsi sur le dos des ouvriers, cela ne pouvait qu'être bien vu par nos exploiteurs. C'est d'ailleurs pourquoi, malgré les nombreuses réclamations de beaucoup d'entre nous (réclamations auxquelles étaient données des réponses fantaisies des plus ironiques), le gérant restait le meilleur de tous et était, très soutenu par diverses personnes.

Seulement voilà, la direction ne pouvait longtemps se contenter que de promesses.

C'est ce qui la fit se pencher sur le problème aidée en cela par les mêmes « représentants » toujours prêts à agir quand, bien entendu, la direction les y autorise.

Et le scandale éclata...

Ce cochon de gérant était effectivement parvenu à faire des économies sur notre dos mais celles-ci ne profitaient en rien à ceux auxquels elles étaient promises.

Ceci était impardonnable et nos exploiteurs ne pouvaient évidemment pas accepter d'être roulés par plus roublards qu'eux.

(V.O. Fermeture Eclair).

# CABLES DE LYON (Lyon)

## PAS DE JESUITES AU SYNDICAT !

**Il est regrettable que la section C.F.T.C. des mensuels n'ait pas daigné se joindre à l'ensemble des travailleurs des Câbles lors de la grève du 21. « La position des mensuels n'est pas facile », dit en substance le tract de la section C.F.T.C. des mensuels appelant à rester « prêts à agir » et à « faire confiance » à leur syndicat.**

**Il est permis de se demander si le responsable syndical concerné a consulté les adhérents de sa section avant d'adopter une telle attitude. Les problèmes des mensuels ne seraient, paraît-il, pas les mêmes que ceux des ouvriers. Qu'en pensent nos camarades mensuels syndiqués à la C.F.T.C.? n'auraient-ils pas besoin, eux aussi, d'une 4e semaine de vacances ?**

**Gageons qu'ils ne tarderont pas à demander des comptes à leur direction syndicale !**

☆

## VOIE DE GARAGE

Chez nous, comme dans toute la métallurgie, jeudi 21 a été une « journée d'action ». Déjà, nous avions eu notre « journée » du jeudi 14.

Le 14, à la Bourse du Travail, on avait primitivement prévu 3 heures de grève, et, en fin de compte, nos syndicats, toujours à la pointe du combat, ont cru devoir se contenter d'une heure. Le 21, les positions se sont durcies : 1 h. 1/2.

C'est vraiment là une action dérisoire, quand on songe à nos revendications. Croyons-nous véritablement obtenir satisfaction de la sorte ? Il suffit de comparer nos gré-grèves à la lutte de nos camarades mineurs pour comprendre que cela est utopique.

Nous ne sommes peut-être pas prêts à entamer un combat de la même envergure, mais n'était-il pas possible au moins d'organiser notre débrayage en même temps que celui de l'E.D.F. ? Il n'en aurait eu que plus de portée. Il est grand temps que nos syndicats se décident à synchroniser nos luttes, faute de quoi nous risquons d'user notre combativité en vain.

(V.O. Câbles de Lyon.)

# LIP (Besançon)

## CHOISISSONS NOS DELEGUES

Le 28 auront lieu les élections de délégués du personnel.

Une fois de plus se posera pour nous le choix entre deux syndicats, deux étiquettes, deux listes en présence.

Nous allons donc, cette fois encore, voter pour une étiquette sans que nous soit connu le contenu réel du flacon : à savoir les candidats délégués qui auront charge de défendre nos droits tout au long de l'année.

C'est ainsi que les délégués de la mécanique auront à désigner sur ces listes des ouvriers venant de l'horlogerie ou de l'emboîtage ou inversement. Autant nous demander pendant que nous y sommes de choisir les délégués de la Rhodia, sous prétexte que les étiquettes syndicales sont représentatives d'un certain courant d'idées. La *Voix Ouvrière* a déjà pris position là dessus.

L'habit ne fait pas le moine, et l'étiquette ne fait pas forcément le bon délégué. On nous impose de choisir entre deux étiquettes. La seule liberté qui nous reste, et que nous devons utiliser, c'est de choisir à l'intérieur de l'étiquette les délégués que nous connaissons et estimons, et de rayer les autres.

## RECUPERATION SUR LE DOS DES AUTRES

*Toutes les fois qu'E.D.F. et G.D.F. font grève, le problème de la récupération se pose dans la majorité des usines.*

*Pour le patron, pas d'alternative. Les nécessités de la production l'entraînent en général à faire récupérer les heures perdues ; c'est là une mesure passée dans les coutumes de la plupart des boîtes. Le patron ferme la « maison », prévenant ainsi toute initiative ouvrière le jour de la grève. La récupération est prévue en général sur une partie du congé hebdomadaire.*

*Et l'ouvrier qui vient « ratraper » les heures perdues ? Pour lui, cela signifie, outre la perte d'une partie de ses heures libres, un acte anti-solidaire. En récupérant ainsi, il contribue à annuler les effets d'une grève à laquelle il devrait, au contraire, s'associer.*

*Le patron a certes suffisamment d'influence pour se faire entendre auprès des autorités intéressées par la grève. Ce n'est en tous cas pas aux ouvriers à en subir les conséquences.*

(V. O. Lip).

Directeur-Gérant : M. SCHROEDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON - PROUDHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués